



OBSERVATOIRE géopolitique du religieux

LA DÉFENSE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE : UN ATOUT DIPLOMATIQUE POUR LES ÉTATS-UNIS ?

Maxime Coulet / Diplômé d'IRIS Sup' en Géopolitique et prospective

Mai 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Maxime Coulet / Diplômé d'IRIS Sup' en Géopolitique et prospective

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de François Mabillet, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, l'Observatoire géopolitique du religieux de l'IRIS a pour objectif de bâtir l'édifice nécessaire pour une compréhension saine et exacte des enjeux s'imposant au monde contemporain à travers les questions du Sacré. Ses prérogatives sont : identification et explicitation des points crisogènes contemporains ; suggestions pour éviter à ces derniers de prendre des dimensions incontrôlables ; retours sur des exemples historiques permettant de mieux comprendre les logiques du moment.

L'Observatoire est co-animé avec le Centre international de recherche et d'aide à la décision (CIRAD-FIUC).

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

On ne peut écarter la dimension religieuse de l'Histoire des États-Unis. La construction de la nation s'est effectuée à la suite de persécutions religieuses. Difficile, pourtant, dans ses premières années, de parler de liberté religieuse tant l'immigration puritaine conduisit, dans les premiers temps, à une légendaire intolérance.

L'immigration américaine aura d'abord été la conséquence de l'existence d'un sanctuaire religieux avant de devenir un idéal économique. S'ajoute à cette dimension la conviction profonde que la population américaine est bénie de Dieu. Un exceptionnalisme qui est consacré dans les textes fondateurs de la jeune nation, au premier rang desquels se trouve la Constitution. Un texte qui, d'après Maya Kandel, est « *authentiquement laïc, où la tolérance religieuse est érigée en principe au cœur de la fondation de la République, mais dont le projet est imprégné de références religieuses.* ».

L'Amérique, longtemps une terre promise pour les protestants, devient celle de tous les croyants. Les besoins de main-d'œuvre et la ruée vers l'ouest renforcent alors cette notion d'exceptionnalisme, caractéristique de l'identité et de l'expérience américaines. La supériorité du modèle américain va dès lors se définir en opposition à celui des vieilles nations européennes, dont les nationalismes perdurent et maltraitent encore certaines confessions.

LA GUERRE FROIDE MET LA DIPLOMATIE RELIGIEUSE AU PREMIER PLAN

La guerre froide va matérialiser la volonté de la nation américaine de se positionner en leader mondial de la défense de la liberté religieuse. L'affrontement idéologique des deux blocs se joue sur tous les tableaux, dont le religieux ne fait pas exception. Le gouvernement fédéral prend à bras le corps la défense des persécutés religieux dans le monde entier.

Les événements géopolitiques marquants de la guerre froide possèdent une dimension religieuse que les États-Unis intègrent dans leur lutte contre le communisme. Ainsi, la prise de pouvoir par les communistes en Chine va mettre en relief les persécutions des chrétiens dans le pays, ce qui contribuera, entre autres, à ralentir considérablement la reconnaissance de la République populaire par les Nations unies, et donc sa place en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, assurée jusque-là par les nationalistes réfugiés à Taïwan. Dans le même ordre d'idée, la guerre de Corée a également contribué à implanter la chrétienté au Sud, ce qui favorisera même l'installation et l'émancipation de sectes, dont la plus célèbre, la secte Moon, s'exportera au Japon au début des années 60. En Afghanistan, lors de l'intervention militaire soviétique de 1979, le soutien militaire et financier des États-Unis aux diverses

factions moudjahidines est estimé, sur les dix années qu'a duré la guerre, à environ 2,44 milliards de dollars, une aide considérable qui va renforcer un nombre important de groupuscules en lutte contre l'influence soviétique, mais également contre d'autres groupes afghans. Parmi eux, des organisations fondamentalistes soutenues au Pakistan et en Arabie saoudite, permettant à ces pays d'étendre leur influence dans le pays. Ce soutien en dollars, considéré comme indispensable par Washington, conduira à renforcer le djihadisme et la menace terroriste, notamment celle qui conduira au 11 septembre 2001.

La volonté américaine de soutenir et de promouvoir la liberté religieuse dans le monde découle du fait qu'il existe un lien fort entre cette défense et celle des droits de l'Homme. L'institutionnalisation des relations internationales aura marqué le XX^e siècle avec une volonté commune d'avancer vers la paix, particulièrement après la Seconde Guerre mondiale. Depuis ses origines jusqu'à la création sous son influence d'une vraie architecture de coopération internationale, la nation américaine a donc cherché à établir une diplomatie qui se focalisait aussi sur la liberté religieuse comme droit de l'Homme, bien que celle-ci, parfois baptisée « diplomatie spirituelle », fut largement un outil d'argumentation morale servant à la fois à étendre son influence et à réduire celle de son adversaire soviétique.

En prime, le pays a parfois fait l'erreur de réduire la portée du contexte religieux dans la conduite d'une politique étrangère agressive. Lorsque la révolution éclate en Iran, les États-Unis ont sous-estimé la puissance d'une tradition religieuse profondément ancrée dans la société. Au Vietnam aussi, le Congrès et le gouvernement américains ont fait preuve d'indifférence vis-à-vis du fait religieux, dans une société où le bouddhisme vietnamien est considéré par la population comme une religion nationale. Quand le gouvernement de Saïgon, soutenu par les Américains, opprime les moines et engage une répression féroce à leur égard, il va sans dire que ces derniers attisent et renforcent le sentiment de haine qui sévit déjà envers leurs alliés. Enfin, l'aide considérable fournie à Israël depuis les années 70-80 sous l'impulsion des groupes évangéliques, au détriment des droits et des libertés de la population palestinienne continue, aujourd'hui encore, de mettre à mal l'image des États-Unis.

APRÈS LA « MYOPIE LAÏQUE », LE RENOUVEAU DE LA DIPLOMATIE RELIGIEUSE

En 1998, sous l'impulsion de groupes chrétiens révoltés par les persécutions religieuses au Soudan, le Congrès votera à l'unanimité l'*International Religious Freedom Act* (IRFA), issu d'une initiative de l'administration Clinton, qui établit annuellement un rapport sur l'état de la liberté religieuse dans le monde.

À la suite du 11 septembre 2001, le président George W Bush comprit les enjeux d'une diplomatie publique dirigée vers le Moyen-Orient. Sa diplomatie consista à communiquer sur les valeurs qui faisait des États-Unis un pays attrayant. Elle s'est définie par l'apport, à coups de millions de dollars, d'un *soft power* puissant, symbolisé par la culture, le sport, l'art, mais dans le cas spécifique du Moyen-Orient, par la mise en avant de la liberté de culte dont jouissent les musulmans américains.

Mais, en parallèle, la "débaasification" de l'Irak à la suite de l'invasion lancée en 2003 s'est avérée catastrophique. Le gouvernement de transition sous son administration a interdit toute participation à la vie politique aux baasistes. Cet exemple a mis en lumière la méprise des services américains qui ont tenté d'imposer une nouvelle voie dans un pays aux spécificités politico-religieuses fortes et chargé une communauté de tous les maux alors qu'elle avait vécu sous la contrainte de la dictature de Saddam Hussein, la conduisant à grossir les rangs du terrorisme islamiste et en renforçant son principal ennemi dans la région, l'Iran, car elle n'a pas pris en compte un élément principal qui aurait dû intégrer sa diplomatie, l'élément religieux.

Dans sa démarche de défense des intérêts nationaux, de sécurité nationale, dans une nouvelle conception du leadership née de sa destinée manifeste, et face à l'incommensurable force religieuse qui pèse sur les questions intérieures, il semble bien qu'aucune administration fédérale, quelle qu'elle soit, ne puisse s'affranchir des questions religieuses qui émaillent la scène internationale. Si les diplomates américains s'en sont longtemps inquiétés, la problématique du premier amendement de la Constitution ne semble pas constituer en outre un obstacle insurmontable, la justice ayant apporté que peu de réponses concrètes sur la question.

Au-delà de son apport à la défense des droits de l'Homme, l'IRFA a donc permis de renforcer le *soft power* des États-Unis en démontrant leur attachement à des valeurs universelles et renforçant ainsi une crédibilité morale mise à mal par les opérations militaires, notamment au Moyen-Orient. À travers cette loi, ils se posent en défenseurs de la liberté religieuse, gagnent en influence auprès des populations et des organisations religieuses à travers le monde et redéfinissent le dialogue religieux, par une approche sensiblement différente de la promotion des valeurs américaines à coups de millions de dollars.

L'International Religious Freedom Act (IRFA) de 1998 est, par conséquent, assez largement salué comme une initiative importante visant à promouvoir la liberté religieuse dans le cadre de la diplomatie américaine. Toutefois, cette législation suscite également une remise en question quant à son efficacité, son application sélective et son impact sur la scène internationale. Les accusations d'ingérence sont nombreuses.

UN MOYEN DE LUTTER CONTRE LES RÉGIMES AUTORITAIRES ?

La défense des intérêts étasuniens et la liberté religieuse constituent un socle remarquable pour le Congrès, héraut de la politique étrangère américaine. Ses deux chambres, le Sénat et la Chambre des représentants, sont depuis le début du XXI^e siècle le marqueur de ce que certains ont appelé les « États désunis d'Amérique ». Le clivage fort qui règne entre démocrates et républicains sur de nombreux sujets internes comme externes ne semble pas, pour l'instant en tout cas, scinder la question de la liberté religieuse. Parce qu'elle est prépondérante dans la vie des citoyens, parce qu'elle est liée à la fondation même de la nation, elle représente un pouvoir non négligeable pour la conduite d'une nouvelle diplomatie face à celle des adversaires des États-Unis, Chine et Russie en tête.

En Russie, la cartographie de la persécution religieuse est à mettre en lien avec l'invasion de l'Ukraine lancée en février 2022. L'Église Orthodoxe sert de relais à l'État pour unifier la nation autour du pouvoir. Si, officiellement, les autres confessions sont respectées, leurs missionnaires sont régulièrement inquiétés, notamment par une loi antiterroriste présentée à la Douma en 2016. En Chine, la persécution des Ouïghours, mais également des catholiques, marque l'autoritarisme « athée » du gouvernement de la République populaire.

Dans la sphère complexe de la diplomatie américaine, l'aspect religieux a donc gagné en importance ces dernières décennies, et représente à la fois un axe de l'exceptionnalisme américain, un outil de *soft power* et un possible terrain d'entente entre les deux principaux partis politiques. Dans ce contexte, les organisations non gouvernementales confessionnelles jouent un rôle significatif dans sa consolidation au sein de la diplomatie américaine, en exploitant les liens entre acteurs religieux pour promouvoir la paix et la stabilité. En tant qu'actrices indépendantes, elles ont une capacité à transcender les frontières politiques et culturelles grâce à un réseau religieux mondial. Mais c'est surtout leur engagement dans des projets humanitaires, de développement et de résolution des conflits qui permet aux États-Unis de projeter un *soft power* positif en mettant en avant des valeurs universelles.

Le gouvernement américain possède un arsenal inégalé lui permettant d'inclure le domaine religieux dans sa diplomatie. Cet arsenal, considérablement renforcé depuis quelques années désormais, entre en considération dans le nouvel objectif de la politique étrangère des États-Unis. Sous la présidence de Joe Biden, lumière a été mise sur la volonté de mener le monde démocratique, sans considération pour les différences économiques. Car, face à la montée en puissance de la Chine, obsession première des différentes administrations américaines, le 46^e président a fait part de sa volonté de faire front en regroupant derrière lui les pays qui rejoignent les aspirations et les valeurs américaines. Il ne veut pas de la démarcation

« occident contre reste du monde », mais plutôt celle qui se caractériserait comme un axe des démocraties contre les autocraties. Défendre les droits de l'Homme et donc le droit à la liberté de culte pourrait s'avérer une aide déterminante dans cette démarche.

Cette restructuration des alliances voulue par Joe Biden s'inscrit dans une forme de réponse à la négation de la démocratie dans certains pays. Si cette dernière n'a pas attendu le XXIe pour vaciller, la nouveauté réside dans le fait d'une version narrative qui « officialise » son déclin. Il est clair que si la Chine et la Russie ont décidé de modifier l'ordre mondial, entendant par-là la fin de l'hégémonie américaine, ce n'est pas en orientant leur politique vers plus de démocratie, mais au contraire en élargissant le contrôle des populations, en renforçant les outils sécuritaires, et en mettant fin à la dominance du dollar dans l'économie mondiale. En ce sens, la diplomatie américaine doit nécessairement se présenter comme un « tout » qui ne doit pas occulter certains éléments qui pourraient la composer, au risque de la dérégler.

La dimension religieuse des questions internationales s'intègre parfaitement dans la mondialisation. Longtemps, les spécialistes ont cru qu'elle s'effacerait au profit d'une interdépendance plus forte, à la mixité sociale et au mélange des cultures. Il n'en a rien été. La mondialisation a largement facilité un paysage religieux plus mixte. La religion s'est renforcée avec le jeu international. Le 11 septembre 2001 est venu marquer avec brutalité la fin de « l'illusion unipolaire », dans laquelle les États-Unis domineraient la marche vers la voie de la démocratie. Une démocratie qu'ils tentèrent parfois d'importer de la manière la plus âpre qui soit. Cette approche n'aura eu pour effet que d'alimenter un anti-américanisme déjà fort et difficilement compris à Washington.

L'expertise stratégique en toute indépendance.



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.